

Table des matières

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

- **PROJET DE PROGRAMME ELECTORAL DES VERTS** 3
- **COUP D’ENVOI DU SPD POUR LES ELECTIONS FEDERALES** 3
- **RAPPORT POUR RENDRE LA FINANCE COMPATIBLE AVEC LE CLIMAT** 3
- **BILAN DE LA PROTECTION DU CLIMAT POUR 2020 : OBJECTIF TENU** 3
- **LE GOUVERNEMENT POURSUIVI EN JUSTICE POUR UNE PROTECTION INSUFFISANTE DU CLIMAT** 3
- **MISE A JOUR DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DURABLE** 4
- **SONDAGE DE LA BEI SUR LA PROTECTION DU CLIMAT** 4
- **L’ANNEE 2020 LA DEUXIEME PLUS CHAUDE DEPUIS LES RELEVES METEOS** 4
- **LES COUTS DE L’ELECTRICITE AUGMENTENT EN ALLEMAGNE** 4
- **FEU VERT A LA COMPENSATION FINANCIERE POUR LA FERMETURE DES CENTRALES NUCLEAIRES** 4
- **POUR UNE PARTICIPATION CITOYENNE A LA TRANSITION ENERGETIQUE** 5
- **SORTIE DU CHARBON : UNE INDEMNISATION DES EXPLOITANTS EN SUSPENS** 5
- **DIALOGUE DE BERLIN SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE (BETD), 16-17 MARS** 5
- **UN RAPPORT PREOCCUPANT SUR L’ETAT DES FORETS ALLEMANDES** 5

TRANSPORTS 6

- **LA DEUTSCHE BAHN ENREGISTRE DES PERTES RECORDS EN 2020** 6
- **DHL INVESTIT 7 MDS€ DANS LA DECARBONATION** 6
- **FIN DES MOTEURS A COMBUSTION FOSSILE D’ICI 2035** 6
- **LE 6^{EME} SOMMET AUTOMOBILE N’A PAS AMENE DE DECISIONS MAJEURES** 6
- **LE GOUVERNEMENT FEDERAL ENTEND NEGOCIER APREMENT LA NOUVELLE NORME EURO 7** 7
- **CONSEQUENCE DE LA CRISE SANITAIRE, LA MOBILITE EN ALLEMAGNE RECULE** 7
- **LE GOUVERNEMENT MET EN GARDE CONTRE LA CONCURRENCE ASIATIQUE DANS LA CONSTRUCTION NAVALE** 7
- **FRAPORT ENREGISTRE SON PIRE RESULTAT D’EXPLOITATION MAIS NE PERD PAS ESPOIR** 7
- **FLIXBUS A REPRIS SES OPERATIONS FIN MARS** 8
- **VOLOCOPTER LEVE PLUS DE 200 M€ LORS D’UN TOUR DE FINANCEMENT DE SERIE D** 8

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 8

- **DE POSSIBLES RETARDS POUR LE LANCEMENT DE LA GIGAFACORY DE TESLA DANS LE BRANDEBOURG** 8
- **TENSIONS SOCIALES DANS LES INDUSTRIES SIDERURGIQUE ET L’ELECTRONIQUE** 8
- **LA FILIALE ALLEMANDE DE SEGULA, FOURNISSEUR D’OPEL, ENVISAGE DE SUPPRIMER JUSQU’A 200 EMPLOIS** 8
- **HARIBO ANNONCE LA FERMETURE DEFINITIVE DE SON USINE DE PRODUCTION EN SAXE** 9
- **L’ALLEMAGNE PARMIS LES PLUS MAUVAIS ELEVES EN EUROPE CONCERNANT LES ECARTS DE REMUNERATION ENTRE FEMMES ET HOMMES** 9

- **HAUSSE DES EXPORTATIONS ALLEMANDES EN JANVIER 2021** 9
- **LA COUR FEDERALE (BGH) ESTIME QU'AUDI NE PEUT ETRE CONSIDEREE COMME RESPONSABLE, POUR L'INSTANT, DANS L'AFFAIRE DU DIESELGATE** 9
- **DAIMLER FINALISE UN ACCORD AVEC LES AUTORITES AMERICAINES POUR REGLER SON DIFFEREND SUR SES MOTEURS DIESEL AUX ETATS-UNIS** 9
- **APPLE SOUHAITE INVESTIR 1 Md€ DANS LA R&D SUR LES PUCES ELECTRONIQUES EN BAVIERE** 9
- **VOLKSWAGEN ENVISAGE DE SUPPRIMER JUSQU'A 5 000 EMPLOIS EN ALLEMAGNE MAIS DE CREER DES SITES DE PRODUCTION DE BATTERIES EN EUROPE** 10
- **L'AUTORITE DE LA CONCURRENCE FREINE LES OBJECTIFS DE LA CHAINE DE SUPERMARCHES EDEKA** 10
- **LES ACTEURS ECONOMIQUES DEMANDENT UNE NUMERISATION PLUS RAPIDE DES SERVICES PUBLICS** 10
- **L'INDUSTRIE ALLEMANDE ESTIME QUE LE BLOCAGE DU CANAL DE SUEZ POURRAIT ENTRAINER DES PERTES CHIFFREES EN MILLIONS D'EUROS** 10
- **APPELS A LA GREVE DANS LES ENTREPOTS D'AMAZON POUR LES FETES DE PAQUES** 10
- **BAISSE DES REMUNERATIONS DES MEMBRES DU DIRECTOIRE DES PRINCIPALES ENTREPRISES ALLEMANDES** 10

NUMERIQUE – INNOVATION 11

- **DES VOIX CONTINENT DE S'ELEVER CONTRE L'UTILISATION DE MICROSOFT DANS L'ADMINISTRATION** 11
- **SUITES ALLEMANDES DE L'ARRET SCHREMS II** 11
- **DECLINAISON DU PREMIER VOLET OPERATIONNEL DU ZUKUNFTFONDS** 11
- **LA BATAILLE JUDICIAIRE ENTRE FACEBOOK ET L'OFFICE DES CARTELS DEVRA ETRE TRANCHEE PAR LA CJUE** 11
- **LA CONSOMMATION DE DONNEES SUR INTERNET FAIT UN BOND** 11
- **FACEBOOK PREND LES DEVANTS ET SOUHAITE S'ASSOCIER AVEC LES EDITEURS ALLEMANDS POUR SA PLATEFORME D'ACTUALITES** 12
- **L'APPLICATION SNAPCHAT PREND LE CONTROLE D'UNE START UP BERLINOISE** 12
- **DEUTSCHE TELEKOM POURSUIT L'EXTENSION DE SON RESEAU 5G** 12

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

Projet de programme électoral des Verts

Conforté par le succès des Verts lors des élections régionales de Bade Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat (14 mars), le comité directeur fédéral du parti a présenté, le 19 mars, un projet de programme intitulé « Allemagne. Tout est dedans », en vue des élections générales de septembre 2021. Il y formule des objectifs ambitieux et place le climat au centre des préoccupations, notamment en confirmant l'objectif de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 70% d'ici 2030. Cela impliquerait une fermeture anticipée des centrales à charbon (dès 2030) et une réduction drastique de la consommation d'énergie fossile dans le bâtiment, les transports et l'industrie. Les Verts veulent augmenter les investissements publics de 50 Mds € par an au cours de cette décennie et encourager les investissements décarbonés, notamment par l'augmentation du prix du CO₂. La version définitive du programme sera adoptée lors du congrès du parti en juin.

Coup d'envoi du SPD pour les élections fédérales

Le SPD a rendu public le 1^{er} mars son projet de programme en vue des élections fédérales. Structuré autour du triptyque « avenir, respect, Europe », le programme plaide pour des ambitions rehaussées pour l'environnement et le climat, notamment à travers un mix électrique entièrement renouvelable d'ici 2040, un objectif rehaussé de 15 millions de véhicules électriques en 2030, le déploiement de panneaux solaires sur tous les bâtiments publics et une limitation à 130 km/h de la vitesse maximale sur les autoroutes, une hausse des dépenses publics en R&D à hauteur de 3,5% du PIB. Pour accélérer le report modal vers le rail, le SPD entend électrifier au moins 75% du réseau ferroviaire d'ici 2030 et développer la mobilité hydrogène. En revanche, il s'oppose à une privatisation partielle de la Deutsche Bahn.

Rapport pour rendre la finance compatible avec le climat

Le *Sustainable Finance-Beirat*, un conseil consultatif créé par le gouvernement fédéral en 2019, a publié en février 31 recommandations pour mettre le secteur de la finance au service de l'ambition climatique. Ces recommandations doivent notamment orienter la manière d'allouer les fonds prévus pour la relance économique et le Green Deal européen. Selon ce rapport, l'Allemagne ne doit pas seulement intervenir sur le marché domestique, mais aussi pousser des mesures communes au niveau européen. Le rapport insiste sur l'amélioration du reporting financier, qui doit intégrer davantage les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ce type de reporting doit être appliqué à toutes les entreprises qui emploient au moins 250 personnes et gagnerait à être mis en pratique dès 2022. De nouveaux indicateurs de performance sont proposés et une utilisation accrue des standards existants est souhaitée.

Bilan de la protection du climat pour 2020 : objectif tenu

La ministre fédérale de l'environnement, Svenja Schulze (SPD), a présenté le 16 mars le rapport de l'agence fédérale en charge de l'environnement sur les émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2020. Principaux résultats : une baisse globale de 70 M de tonnes de CO₂ par rapport à l'année précédente (-8,7%) ; la diminution des émissions est de 40,8 % par rapport à 1990, résultat conforme à l'objectif de -40%. Le secteur de l'énergie a accusé la plus forte baisse de ses émissions, aussi bien en valeur absolue (- 38 Mt de CO₂) qu'en valeur relative (-14,5%). Cette évolution est due en grande partie à la réforme du système communautaire d'échange de quotas d'émissions et à un effet prix dans le mix gaz-charbon. Le secteur du transport a baissé ses émissions de GES de 11,4%, le secteur de l'industrie de 4,6%, le secteur du bâtiment de 2,8%, le secteur de l'agriculture de 2,2%. Si chacun des secteurs a réduit ses émissions, la baisse dans le secteur du bâtiment n'a pas été suffisante pour atteindre l'objectif sectoriel. Une procédure spécifique prévoit l'adoption de mesures en urgence pour redresser cette lacune d'ici juillet. La réduction des émissions est liée en grande partie à la crise de la Covid-19 : sans la pandémie, la baisse des émissions aurait été de 39% en 2020 par rapport à 1990.

Le gouvernement poursuivi en justice pour une protection insuffisante du climat

L'association Deutsche Umwelthilfe (DUH) a porté plainte le 9 mars auprès du tribunal administratif supérieur de Berlin contre le gouvernement fédéral, au motif que celui-ci n'aurait pas pris des mesures suffisantes pour atteindre son objectif de réduction de l'émission de gaz à effet de serre tel que fixé en décembre 2019. La DUH avait déjà porté une plainte contre le gouvernement en septembre 2020 concernant les mesures à prendre dans le secteur du transport, sur laquelle le tribunal ne s'est pas encore prononcé.

Mise à jour de la stratégie de développement durable

Le 10 mars, le gouvernement fédéral a mis à jour sa stratégie de développement durable afin d'accélérer sa mise en œuvre. Dans le domaine de l'énergie (7^{ème} ODD) et de la lutte contre le changement climatique (13^{ème} ODD), si l'Allemagne a atteint ses objectifs en termes d'énergies renouvelables dans la production totale (45% pour un objectif de 35%) et de fonds alloués à la protection du climat au niveau international (doublement depuis 2014, atteignant 4 Mds € en 2020), elle n'a pas réussi à réduire sa consommation totale d'énergie autant qu'elle ne l'espérait (baisse de 18,7% par rapport à 2008 au lieu des 20% prévus). Dans le cadre du 3^{ème} ODD « santé et bien-être », dont la vulnérabilité a été mise en lumière par la pandémie, le gouvernement s'engage à lutter plus efficacement contre les zoonoses, par exemple avec le financement d'un centre de recherche sur les pandémies au Kenya (« One Health »).

Sondage de la BEI sur la protection du climat

Selon un sondage de la Banque européenne d'investissement (BEI) publié le 10 mars mené auprès de 30.000 personnes de 30 pays, 42% des sondés allemands estiment qu'un changement de comportement individuel joue un rôle important pour limiter le réchauffement climatique. Toutefois, seuls 15% seraient prêts à modifier leur comportement de manière radicale (contre 19% à l'échelle européenne). Les autres leviers identifiés sont les innovations technologiques (28%), une intervention « régulatrice » de la puissance publique (16%) et les investissements décarbonés (14%).

L'année 2020 la deuxième plus chaude depuis les relevés météos

Selon le service météorologique allemand, l'année 2020 a été la deuxième plus chaude (après 2018), aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle de l'Allemagne. Comparée avec la période de référence 1850-1900, 2020 est plus chaude de 1,5°C en Allemagne (contre 1,1°C dans le monde). Le changement climatique en Allemagne s'est traduit en 2020 par des précipitations plus rares et plus fortes. La sécheresse qui en a résulté a nui à l'agriculture et a augmenté le risque de feux de forêt. En parallèle, l'Allemagne a été touchée en 2020 par une série de tempêtes sur la mer du Nord et par la tempête hivernale Ciara (« Sabine » en Allemagne).

Les coûts de l'électricité augmentent en Allemagne

En 2020, les ménages allemands ont payé leur électricité plus chère que jamais. Selon les calculs du portail de comparaison Check24, la facture totale s'élevait à environ 37,8 Mds €, soit 900 M€ de plus qu'en 2019. Par rapport à 2016, où la consommation des ménages était presque la même qu'en 2020, soit environ 127 milliards de kWh, les coûts de l'électricité auraient augmenté de 3 Mds €. Le prix moyen du kWh est passé de 27 cents à 30 cents au cours de cette période. L'augmentation des coûts de l'électricité n'est pas seulement due à l'utilisation plus fréquente du télétravail. Les surtaxes et les taxes incluses dans le prix de l'électricité ont particulièrement augmenté ces dernières années : selon les chiffres de l'Agence fédérale des réseaux, ils représentaient plus des trois quarts de la facture d'électricité des ménages en 2020. Le ministre fédéral de l'économie et de l'énergie, Peter Altmaier (CDU), souhaite alléger la facture en modifiant le système de subventions pour l'électricité issue de sources renouvelables. A moyen terme, il estime qu'il sera nécessaire de supprimer complètement la taxe payée par les consommateurs pour le financement des EnR (EEG). Si la consommation d'électricité des ménages allemands reste plus ou moins constante en 2021, ce record devrait de nouveau être dépassé, prédisent les experts. L'Allemagne, ainsi que le Danemark et la Belgique, ont les prix de l'électricité les plus élevés pour les ménages, selon l'office de statistique Eurostat.

Feu vert à la compensation financière pour la fermeture des centrales nucléaires

10 ans après Fukushima et la décision de sortir du nucléaire d'ici fin 2022, le conseil des ministres a approuvé, le 24 mars, le projet modifiant la loi sur l'énergie atomique ouvrant la voie aux compensations financières versées aux exploitants de centrales nucléaires (Vattenfall, RWE, EnBW, Eon/PreussenElektra), comme suite à l'accord conclu, début mars, sur un montant de 2,43 Mrds €. Avec l'accord trouvé, tous les litiges sont désormais réglés. La loi va maintenant être examinée par le Bundestag et le Bundesrat et devra également obtenir l'aval de la Commission Européenne au titre des aides d'Etat. Il doit entrer en vigueur le 31 octobre 2021. L'Allemagne compte à ce jour encore 6 centrales nucléaires en activité, contre 17 avant l'annonce de la sortie. Le nucléaire représentait, en 2020, 11,3 % de l'électricité produite, contre 44,9 % pour les énergies renouvelables et 23,7 % pour le charbon.

Pour une participation citoyenne à la transition énergétique

Initié en 2020, le projet de recherche Ariadne vise à identifier, au travers de groupes de travail composés de citoyens tirés au sort, les préoccupations et priorités des citoyens concernant la transition énergétique. Les premiers résultats ont été dévoilés par l'Institut de recherche sur les effets du changement climatique de Potsdam (PIK) et le cabinet de conseil en stratégie Ifok : les citoyens allemands réclament davantage d'autodétermination et de solutions locales. Cela va de la volonté de produire soi-même son électricité renouvelable au désir d'être associé davantage à la prise de décision. La question des « gagnants » et des « perdants » de la transition énergétique est abordée tant en termes financiers que de possibilités de participation. Deux sujets clivant, la taxe carbone sur les carburants, en vigueur depuis le début de l'année Outre-Rhin, et les prix élevés de l'électricité en Allemagne semblent, contre toute attente, ne pas être vus sous l'angle uniquement négatif mais plutôt comme des outils et signaux appropriés à même de faire évoluer les comportements. Lancé en 2020 dans le cadre de l'initiative Copernicus, le projet Ariadne durera jusqu'en 2023. Les participants doivent déterminer quels sont les instruments politiques qui, selon eux, permettent de respecter l'Accord de Paris. Le projet doit aboutir à un sommet des citoyens en 2022 ou 2023, au cours duquel tous les résultats seront présentés. Les discussions des citoyens sont accompagnées d'études scientifiques tout le long du processus. Depuis octobre 2019, l'initiative "codécision-climat : maintenant !" fait campagne en faveur de la création d'un conseil des citoyens sur le climat ; il a déposé en janvier une pétition correspondante au Bundestag.

Sortie du charbon : une indemnisation des exploitants en suspens

La Commission européenne vient de lancer une procédure d'enquête sur les compensations prévues par l'Allemagne aux exploitants dans le cadre du démantèlement anticipé de centrales électriques au lignite. En février, le gouvernement allemand et les énergéticiens RWE, Leag, EnBW et Saale Energie avaient signé un accord de droit public comprenant, d'une part, la fermeture progressive des centrales au plus tard en 2038, comme le prévoit la loi sur la fin de la production d'électricité à partir de charbon, et, d'autre part, le versement d'indemnités. L'Allemagne a notifié à la Commission son intention d'accorder une compensation de 4,35 Mds € visant à compenser le manque à gagner et les coûts supplémentaires liés à la remise en état des mines à ciel ouvert. À ce stade, la Commission européenne estime, à titre préliminaire, que la mesure allemande est susceptible de constituer une aide d'État. Selon Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive chargée de la concurrence, la compensation accordée aux exploitants de centrales pour la sortie anticipée du lignite doit être « limitée au minimum nécessaire ».

Dialogue de Berlin sur la Transition Énergétique (BETD), 16-17 mars

Les 16 et 17 mars s'est tenue, en ligne, la 7^{ème} édition du BETD, conférence placée cette année sous la devise "Vers la neutralité climatique". Ce forum annuel réunit plusieurs milliers de participants et plus d'une cinquantaine de ministres de l'énergie et du climat issus nombreux pays. Il s'est imposé depuis quelques années comme un événement phare permettant de faire avancer le dialogue international sur la transition énergétique. Parmi les personnalités de haut-rang y ayant participé, on compte le ministre fédéral des affaires étrangères, Heiko Maas, le ministre de l'économie, Peter Altmaier, la ministre de l'environnement, Svenja Schulze, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ainsi que l'envoyé spécial pour le climat de la nouvelle administration américaine, John Kerry. La ministre française de la transition écologique Barbara Pompili y a également prononcé un message vidéo.

Un rapport préoccupant sur l'état des forêts allemandes

Le 24 février, la Ministre fédérale de l'alimentation et de l'agriculture, Julia Klöckner (CDU), a présenté le rapport 2020 sur l'état des forêts. Principal constat : la forêt allemande (1/3 de la superficie du pays) se dégrade de plus en plus sous l'effet de la sécheresse, des tempêtes et des scolytes. 80% des arbres présentent un houppier clairsemé, 37% sont atteints par la défoliation et le nombre d'arbres morts en 2020 n'a jamais été aussi élevé. Les dégâts sont très importants en Thuringe, dans le Bade-Wurtemberg, en Rhénanie-Palatinat et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Selon Mme Klöckner, la superficie qui devrait potentiellement être reboisée s'élève à 277.000 hectares, soit à peu près la même superficie que la Sarre. Dans ce contexte, le programme de soutien fédéral et des Länder en faveur des forêts et le plan national de relance, pour un total de 1,5 Mds €, jouent un rôle crucial. La forêt stocke chaque année environ 127 Mt de CO₂, soit environ 14 % des émissions de l'Allemagne.

TRANSPORTS

La Deutsche Bahn enregistre des pertes records en 2020

Durement affectée par la crise sanitaire, la principale compagnie ferroviaire allemande a fait état d'une perte de 5,7 Mds € en 2020 (vs. un bénéfice de 0,7 Mds € en 2019) et d'un endettement net de 29,3 Mds € (vs. 24,1 Mds € en 2019). Avec seulement 2,9 Mds de passagers transportés (vs. 4,9 Mds en 2019) et 7% de marchandises transportées par fret ferroviaire en moins par rapport à 2019, ses revenus ont chuté de 4,1 Mds € pour atterrir à 39,9 Mds € (vs. 44,3 Mds € en 2019). Malgré des contre-mesures prises en réaction à la crise et qui ont permis au groupe d'économiser 1,7 Mds €, l'entreprise voit son résultat s'aggraver suite à une dépréciation d'1,4 Mds € enregistrée sur le goodwill de sa filiale Arriva, qui s'est vue retirer début 2020 l'un de ses plus gros contrats en Angleterre. Fait notable, la filiale de logistique, DB Schenker, portée par la hausse des prix pour le transport international, enregistre la meilleure performance financière de son histoire avec un EBIT de 711 M€ (en hausse de 32% vs. 2019). Malgré des performances désastreuses, le groupe espère un retour en force du trafic ferroviaire après la fin de la pandémie, au regard notamment des enjeux climatiques, des investissements importants de la DB et du gouvernement fédéral dans le rail pour la prochaine décennie (malgré la crise, les investissements ont atteint un montant record de 14,4 Mds € en 2020) et des tendances de fond à l'œuvre avant le déclenchement de la crise sanitaire (les deux premiers mois de l'année 2020 montraient une forte croissance du trafic ferroviaire longue distance).

DHL investit 7 Mds€ dans la décarbonation

Le géant de la logistique Deutsche Post DHL veut mettre beaucoup plus de véhicules électriques sur les routes. La part des véhicules électriques sur le dernier kilomètre – ceux qui livrent en porte-à-porte - doit passer de 18 % à la fin de 2020 à 60 % en 2030, a annoncé le groupe. Si le plan est mis en œuvre, plus de 80 000 véhicules électriques seront en circulation pour l'entreprise dans le monde entier d'ici la fin de la décennie, contre environ 15 500 en Allemagne actuellement. En outre, des carburants alternatifs devraient être utilisés dans les camions utilisés sur de longues distances et dans les avions. Au total, Deutsche Post DHL prévoit de consacrer environ 7 Mds € à des solutions logistiques "climatiquement neutres" d'ici à 2030. Ces mesures devraient permettre de réduire les émissions annuelles de CO2 du groupe de 33 Mt l'année dernière à moins de 29 Mt en 2030 - alors même que l'entreprise connaît une forte croissance. Sans ces mesures, le groupe estime qu'il émettrait 46 Mt de CO2 à la fin de la décennie. "Nous sommes en train de transformer notre groupe jaune en une entreprise verte", a déclaré le DG de l'entreprise, Frank Appel.

Fin des moteurs à combustion fossile d'ici 2035

Dans la presse, le ministre des transports Andreas Scheuer (CSU) a indiqué vouloir mettre fin d'ici 2035 au moteur à combustion tournant aux énergies fossiles (essence et diesel). Le moteur à combustion ne serait pas pour autant abandonné puisqu'un axe de la décarbonation du secteur automobile serait de développer les carburants synthétiques : ceux-ci doivent « sortir du tube d'essai et entrer dans la production de masse ». Pour rendre les carburants synthétiques compétitifs, il dit compter sur l'intervention du législateur. Les ONG telles Greenpeace dénoncent ces velléités, en arguant que la production de carburants synthétiques nécessite cinq fois plus d'électricité que pour une voiture électrique, pour parcourir la même distance : à long terme, il s'agirait donc d'un « gaspillage scandaleux ». À l'automne 2020, les ministres-présidents de Bavière et du Bade-Wurtemberg, Markus Söder (CSU) et Winfried Kretschmann (Verts), s'étaient déjà prononcés en faveur de la fin des carburants fossiles d'ici 2035. Cem Özdemir (Verts), président de la commission des transports au Bundestag, a lui plaidé pour une sortie accélérée, en 2030.

Le 6^{ème} sommet automobile n'a pas amené de décisions majeures

Le 23 mars s'est tenu le 6^{ème} sommet sur l'automobile, en présence de la chancelière Merkel, de ministres-présidents de Länder avec une forte industrie automobile (Basse-Saxe, Bade Wurtemberg, Bavière) et de représentants des constructeurs automobiles allemands. La vidéoconférence a principalement porté sur la manière dont l'objectif climatique rehaussé de l'UE pour 2030 affecterait l'industrie automobile. Les représentants de l'automobile ont prévenu que le développement de la voiture électrique seule ne suffirait pas : ils appellent certes au développement de l'infrastructure de recharge mais également à la promotion des carburants synthétiques. Ces mêmes représentants ont également mis en garde contre le projet de norme Euro 7 qui selon eux pourrait mener de facto à une interdiction des moteurs à combustion ; la présidente de l'Association allemande de l'industrie automobile (VDA), Hildegard Müller, a dans ce sens déclaré que les objectifs de protection du climat et la politique industrielle devaient être pensés ensemble. Le réseau de données sur la mobilité, annoncé lors d'un précédent sommet sur l'automobile en novembre 2019, devrait

désormais prendre forme : l'académie des sciences et de l'ingénierie Acatech doit créer « d'ici avril » une SARL d'intérêt général pour mettre en place sa plateforme autonome, une data room centralisée qui sera ouverte à moyen terme à la participation des entreprises, y compris financière ; les premières applications devraient être présentées au mois d'août 2021 ; en 2022 ou avant, la data room devrait entrer en phase de croisière. Le gouvernement fédéral financerait l'initiative à hauteur de 18M€ jusqu'en 2025, Acatech prévoit des coûts de 6M€ par an pour la plateforme ; elle devrait pouvoir entièrement s'autofinancer à partir de 2025. Acatech n'aurait toutefois toujours pas trouvé un partenaire privé fondateur de la plateforme.

Le gouvernement fédéral entend négocier âprement la nouvelle norme Euro 7

Le ministre des transports Andreas Scheuer s'est dit opposé à un renforcement à court terme de la réglementation européenne sur les émissions : son ministère « adoptera une position très négative dans le débat sur la norme Euro 7 » en défendant des « limites techniquement réalisables ». Le VP de la Commission européenne, Frans Timmermans, a déclaré dans la presse allemande qu'il était conscient qu'il y avait « beaucoup de résistance dans l'industrie automobile », mais s'est montré optimiste en expliquant que cette dernière, pourtant rétive, avait déjà commencé à opérer de grands changements en 2020.

Conséquence de la crise sanitaire, la mobilité en Allemagne recule

Selon l'Office fédéral de la statistique, qui mène une évaluation expérimentale à partir de données téléphoniques anonymisées et agrégées, la mobilité a chuté de 13% entre la 1^{ère} quinzaine de mars 2021 et la même quinzaine en mars 2019. Ainsi, les assouplissements des restrictions sanitaires décidés le 3 mars 2021 n'ont eu qu'une très faible incidence sur la mobilité de la population. Une évaluation par mode de transport montre que, depuis début novembre 2020, le nombre de trajets en voiture a environ diminué d'un quart par rapport aux niveaux d'avant-crise, de deux tiers pour les voyages en train et de presque 90 % pour l'avion.

Le gouvernement met en garde contre la concurrence asiatique dans la construction navale

Dans le 7^{ème} rapport sur l'économie maritime, le gouvernement fédéral a indiqué que des fournisseurs asiatiques fortement subventionnés pourraient à terme menacer la construction navale allemande et européenne. La « stratégie chinoise de subventions de haut niveau » menacerait en particulier d'engendrer une surcapacité sur le marché des navires de croisière, ce qui s'est déjà produit pour les navires de fret, de conteneurs ou pétroliers. Jusque-là, les Allemands et les Européens avaient réussi à conserver leurs parts de marché en se positionnant sur des bâtiments de haute technologie. Mais, dans le cadre de la stratégie « Made in China 2025 », le premier bateau de croisière chinois devrait ainsi être achevé en 2023. La construction de navires de croisière allemands souffre durement de la crise sanitaire : aucune nouvelle commande n'est ainsi attendue avant 2023-2024. Le leader allemand du marché, Meyer-Werft, a donc choisi d'étaler la production de ses neuf commandes jusqu'en 2025 et des emplois devraient prochainement être supprimés. Plus d'un tiers des 3 000 emplois des chantiers MV, autre constructeur de navires de croisière, devraient être supprimés. Une conférence nationale maritime se tiendra en mai à Rostock et permettra au gouvernement fédéral de se concerter avec les acteurs du secteur pour trouver une réponse à la crise.

Fraport enregistre son pire résultat d'exploitation mais ne perd pas espoir

Le chiffre d'affaires du groupe Fraport a chuté de 54,7% pour s'établir à 1,68 Mds €. Pour amortir la baisse de revenus, le groupe qui exploite notamment l'aéroport de Francfort a diminué ses dépenses d'exploitation (-635M€), notamment grâce à des économies de personnel (-270M€ vs. 2019) avec plus de 2 000 employés en moins par rapport à fin 2019. Malgré ces économies, l'EBITDA comptable du groupe s'établit à -251 M€ (vs. 1,2 Mds € en 2019) et le résultat net à -690M€ ; Fraport table sur un retour de l'EBITDA au niveau de 2019 vers 2023/24. L'aéroport a accueilli 18,8 M de passagers contre 70 M en 2019, retombant à ses niveaux des années 1980. Pour 2021, l'aéroport escompte une faible hausse du nombre de passagers avec 20 à 25 M de passagers transbordés et l'entreprise indique table sur un retour au niveau de 2019 vers 2026. Mais Fraport se veut optimiste à plusieurs égards : d'une part, la compagnie est convaincue que le trafic aérien va reprendre, avec des signaux faibles positifs, comme les chiffres élevés de réservations pour Majorque à Pâques ; d'autre part, l'activité de fret à l'aéroport de Francfort, même en période de crise sanitaire, semble solide.

Flixbus a repris ses opérations fin mars

Flixbus, plus grande entreprise allemande de cars longue distance, a repris une partie de ses activités à partir du 25 mars. L'entreprise basée à Munich organisera ainsi pour la première fois depuis début novembre des voyages longue distance en Allemagne. Elle avait déjà prévu un redémarrage de l'activité en décembre mais elle avait finalement dû y renoncer face à l'ampleur de la 2^{ème} vague épidémique en Allemagne à l'hiver 2020. Pour assurer la sécurité des passagers, l'entreprise mise désormais sur des installations de filtration d'air. L'offre de transport proposée pour cette reprise progressive est réduite, avec 40 villes allemandes desservies, dont Berlin, Hambourg et Munich. Le service de trains longue distance Flixtrain devrait redémarrer au plus tard le 24 juin pour être disponible pendant les vacances d'été.

Volocopter lève plus de 200 M€ lors d'un tour de financement de série D

Le producteur d'avions électriques à décollage et atterrissage vertical a annoncé avoir levé plus de 200 M€ (241 M\$) lors d'un tour de financement de série D. Son PDG, Florian Reuter, espère qu'avec l'argent levé, la société sera fin prête d'ici deux ans pour lancer son service de taxis aériens en zone urbaine. Paris ou Singapour pourraient être la première ville de lancement. Le PDG souhaiterait notamment que son avion VoloCity puisse survoler Paris lors des JO de Paris en 2024. L'entreprise a déjà réalisé plusieurs milliers d'essais en vol mais une étape cruciale dans le secteur très concurrentiel des eVTOL est l'obtention des certifications nécessaires pour pouvoir voler. D'autres startups allemandes sont également positionnées sur ce segment porteur, notamment Lilium Aviation.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

De possibles retards pour le lancement de la Gigafactory de Tesla dans le Brandebourg

Dans son calendrier initial, Tesla prévoit de lancer la production dans sa future Gigafactory de Grünheide dans le Brandebourg en juillet 2021. Mais, la construction de la conduite centrale d'évacuation des eaux usées, qui devait déjà être achevée en février/mars, n'a pas encore commencé. Les conduites d'eau et d'égouts ne sont pas non plus installées sur le site lui-même et le groupe attend encore de recevoir des autorisations de l'Office fédéral des autoroutes et de l'Office fédéral des chemins de fer pour que ces conduites puissent traverser en sous-sol une autoroute et un chemin de fer. Le groupe a embauché une entreprise de génie civil pour obtenir ces autorisations et conduire le tracé.

Tensions sociales dans les industries sidérurgique et l'électronique

Le 1er mars, le syndicat IG Metall a annoncé plusieurs mouvements de grèves sur plusieurs sites métallurgiques et électroniques du pays. Des actions ont eu lieu dans les usines de Daimler (Brême), d'Airbus (Hambourg) et Mahle-Behr (Ratisbonne). Le syndicat demande une hausse des salaires de 4 % et une réduction du temps de travail. Le syndicat avait consenti, lors du dernier cycle de négociations collectives en mars 2020, à un gel des salaires. Les employeurs, de leur côté, souhaitent le maintien de ce gel jusqu'à 2022 au mois et la possibilité, pour les entreprises les plus fragilisées par la crise, de s'écarter des dispositions des conventions collectives. En Rhénanie du Nord-Westphalie, les deux parties sont parvenus à conclure une nouvelle convention, le 31/03. Elle acte le gel des salaires sur 2021, mais établit le versement d'une prime Coronavirus de 500€ et la possibilité d'une réduction du temps de travail à partir de 2022. Les primes de fin d'année sont également revues à la hausse avec un barème fixé jusqu'en 2023.

La filiale allemande de Segula, fournisseur d'Opel, envisage de supprimer jusqu'à 200 emplois

Le 2 mars, la filiale allemande de l'entreprise française Segula, fournisseur et partenaire d'Opel, a annoncé son souhait de supprimer jusqu'à 200 emplois. Le syndicat IG Metall estime que, depuis, les négociations menées permettraient de réduire ce nombre à 140. En 2019, Opel et Segula avaient conclu un partenariat selon lequel le groupe français reprenait une partie des effectifs d'Opel sur le site historique du constructeur allemand à Rüsselsheim (Rhénanie-Palatinat). Accueilli avec une certaine suspicion par les salariés, cette opération avait toutefois abouti à l'annonce, par Segula, de procéder à 200 nouvelles embauches. La réduction finalement annoncée, liée, selon Segula, à la crise sanitaire, est mal accueillie par les syndicats. Ils souhaitent porter chaque cas individuel devant un comité de conciliation, cette annonce rompant un accord protégeant les employés contre tout licenciement jusqu'en 2023.

Haribo annonce la fermeture définitive de son usine de production en Saxe

Début mars, le confiseur Haribo a annoncé avoir échoué à trouver des parties intéressées par le rachat de son usine de production située en Saxe. Le groupe estime le coût des investissements à réaliser trop important au regard de l'importance de l'usine. Les repreneurs semblent avoir été rebutés par ce même argument. Les syndicats estiment, a contrario, que l'usine est rentable en raison des bénéfices qu'elle a réalisés l'an dernier. Il s'agit d'un site historique pour le groupe, qui y produisait déjà à l'époque de la RDA.

L'Allemagne parmi les plus mauvais élèves en Europe concernant les écarts de rémunération entre femmes et hommes

Une étude de l'Institut de recherche DIW, publiée le 3 mars, classe l'Allemagne en 32^{ème} position sur 34 pays européens en termes d'écarts de rémunération entre femmes et hommes, devant l'Autriche et la Lettonie. L'écart atteint près de 20 % en 2020, contre 5,5 % en Italie. L'étude conclue toutefois à une corrélation entre écart de rémunération et taux d'emploi : plus l'écart est élevé, plus le taux d'emploi est élevé, et vice-versa. Elle souligne ainsi que 75 % des femmes occupent un emploi en Allemagne, contre 50 % en Italie. Elle conclue toutefois que l'écart de rémunération en Allemagne ne connaît pas d'évolution depuis une quinzaine d'années. Cette étude intervient alors que d'autres publications soulignent les conséquences de l'épidémie sur l'emploi des femmes. Le cabinet PwC estime par exemple que le nombre de femmes au chômage a augmenté de près de 6 % sur près d'un an, contre 2 % pour les hommes.

Hausse des exportations allemandes en janvier 2021

Selon l'Office fédéral des statistiques, les exportations allemandes ont progressé de 1,4 % en janvier 2021 par rapport à la même période en 2020. Il s'agit de la neuvième hausse mensuelle consécutive. Les importations ont, elles, diminué de près de 5 %. La demande chinoise explique principalement ces résultats, selon Destatis. En revanche, les relations commerciales avec le Royaume-Uni ont connu une forte baisse en raison du Brexit : près de - 30 % pour les exportations et près de - 60 % pour les importations au mois de janvier 2021 par rapport à janvier 2020.

La Cour fédérale (BGH) estime qu'Audi ne peut être considérée comme responsable, pour l'instant, dans l'affaire du Dieseldgate

Le 8 mars, la Cour fédérale (BGH, équivalent de la cour de cassation) a cassé l'arrêt du Tribunal régional d'appel de Naumburg, qui estimait, dans l'affaire du Dieseldgate, qu'Audi devait verser des dommages et intérêts à un plaignant. La Cour souligne que le positionnement d'Audi, en tant que filiale de Volkswagen, est insuffisant pour supposer son implication dans le scandale des moteurs diesels. Selon elle, la responsabilité du groupe ne peut être engagée que si son directoire était au courant des agissements de Volkswagen. Elle renvoie l'affaire vers le Tribunal régional d'appel, qui devra clarifier cet élément. Elle précise que le groupe n'a pas, pour le moment, à verser des dommages et intérêts au plaignant concerné.

Daimler finalise un accord avec les autorités américaines pour régler son différend sur ses moteurs diesel aux Etats-Unis

Le 11 mars, le tribunal fédéral du district de Columbia, aux Etats-Unis, a approuvé l'accord négocié entre le constructeur automobile allemand Daimler et le régulateur américain, qui l'accusait d'avoir falsifié les mesures d'oxyde d'azote sur environ 250 000 véhicules. L'entreprise a toujours nié ces accusations. L'accord trouvé évite l'enclenchement d'une procédure civile. Il contient le paiement d'une amende de 875 M USD et d'une compensation pour dommages environnementaux de 550 M USD.

Apple souhaite investir 1 Md€ dans la R&D sur les puces électroniques en Bavière

Le 13 mars, le groupe américain Apple a annoncé son souhait d'investir environ 1 Md€ en Allemagne dans les prochaines années. Apple vise en particulier la région de Munich, où il souhaite développer ses activités de recherche et développement de puces électroniques. Apple a en effet pour objectif la production de ses propres composants microélectroniques, qu'elle obtient actuellement auprès de fournisseurs externes. Dans le même temps, la Chambre de commerce germano-américaine a publié une enquête réalisée auprès de 70 entreprises américaines présentes dans le pays, dont Apple. Elle souligne le mécontentement des entrepreneurs américains quant aux coûts de l'énergie et à l'état de l'infrastructure numérique en Allemagne.

Volkswagen envisage de supprimer jusqu'à 5 000 emplois en Allemagne mais de créer des sites de production de batteries en Europe

Le groupe Volkswagen a conclu, le 15 mars, un accord avec le comité d'entreprise portant sur un programme de réduction des coûts. Il prévoit jusqu'à 5 000 suppressions d'emplois en Allemagne, sous forme de licenciements ou de départs en retraite anticipés. En contrepartie, les conventions de retraite partielles favorables et applicables à une partie des salariés seront étendues à l'ensemble des employés. Le 16 mars, le groupe a parallèlement annoncé son ambition de mettre en place six sites de production de batteries en Europe d'ici 2030. Il s'agit de répondre à une demande en forte croissance et de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine.

L'autorité de la concurrence freine les objectifs de la chaîne de supermarchés Edeka

Le 17 mars, l'Office fédéral des cartels a posé un veto partiel au rachat de 72 enseignes du distributeur Real par Edeka, premier détaillant alimentaire allemand. Le groupe est autorisé à reprendre 45 magasins. Pour six autres cas, l'Office contraint le groupe à louer une partie de l'espace disponible à des concurrents pendant au moins dix ans, ou à céder certains de ses points de vente en contrepartie. L'acquisition de 21 enseignes est par ailleurs interdite. Dans sa décision, l'Office estime que cette opération permettrait à Edeka d'acquérir une position trop forte dans certaines régions, limitant le choix des consommateurs pour une offre concurrente.

Les acteurs économiques demandent une numérisation plus rapide des services publics

Le 22 mars, la Fédération des Industries allemandes (BDI) a publié un document de position dans lequel elle appelle à un « changement radical dans l'administration allemand » en termes de numérisation. Elle estime que les autorités sont, « dans une large mesure, inadaptées au numérique. » Le constat porte sur l'offre de services publics numériques, mais également sur le réseau, et sur la mise en réseau des différentes administrations par voie numérique, notamment dans le domaine de la santé. Le président du Bitkom, fédération des acteurs du numérique, a exprimé son accord avec un tel constat.

L'industrie allemande estime que le blocage du canal de Suez pourrait entraîner des pertes chiffrées en millions d'euros

Les principales fédérations allemandes mettent en garde contre le risque de millions d'euros de perte entraîné par le blocage du canal de Suez par le navire Ever Given. L'industrie chimique, le secteur des machines-outils, de l'automobile et de l'équipement informatiques seraient particulièrement impactés, alors que l'Asie occupe un rôle moteur pour la croissance de l'industrie allemande à l'heure actuelle, selon le Chief Economist de la fédération des machines-outils (VDMA).

Appels à la grève dans les entrepôts d'Amazon pour les fêtes de Pâques

Le syndicat Verdi a appelé les employés des entrepôts allemands d'Amazon à la grève pendant les quatre jours précédant Pâques. 5 sites seraient particulièrement concernés. Le syndicat estime que la crise sanitaire a accru l'activité du groupe au détriment des employés. Le rythme important de travail ne permettrait pas, toujours selon le syndicat, un respect strict des gestes barrière. Amazon refuserait par ailleurs la signature de conventions collectives contraignantes. Le groupe estime que le mouvement a peu de chances d'être suivi. Lors de précédents appels à de telles actions, moins de 10 % de grévistes avaient été recensés, selon le porte-parole d'Amazon Allemagne. Amazon a par ailleurs annoncé recruter 5 000 personnes supplémentaires en Allemagne, dans toutes les activités du groupe. Le nombre de salariés de l'entreprise passerait donc à 28 000 à horizon 2022.

Baisse des rémunérations des membres du directoire des principales entreprises allemandes

Le 29 mars, le cabinet de conseil en rémunération allemand HKP, a publié une étude signalant une baisse importante des rémunérations des membres du directoire des entreprises du DAX. Elle atteindrait environ 30 %. Dans près de 30 % des entreprises du DAX, les membres auraient renoncé d'eux-mêmes à une partie de leur salaire.

NUMERIQUE – INNOVATION

Des voix continuent de s'élever contre l'utilisation de Microsoft dans l'administration

Heinz Müller, commissaire à la protection des données du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, a réitéré hier son appel au remplacement progressif des logiciels Microsoft dans l'administration. Conscient qu'un abandon immédiat des outils Microsoft n'était pas envisageable, il dit toutefois attendre des propositions pour remplacer les logiciels Microsoft par des logiciels alternatifs répondant aux exigences du RGPD. Actuellement, « un grand nombre de systèmes d'exploitation, d'applications bureautiques ou même de solutions de vidéoconférence utilisés dans ce pays ne peuvent être exploités sans que des données personnelles ne soient divulguées à des tiers », a-t-il déclaré, car, de son point de vue, les produits Microsoft ne peuvent pas être exploités de manière conforme au RGPD en raison de la fuite des données vers les États-Unis. Depuis 2015 déjà, la conférence des autorités indépendantes de protection des données du Bund et des Länder pointe les dangers liés à l'usage de solutions Microsoft, dangers d'autant plus accrus que l'utilisation du cloud prend de l'ampleur. Toutefois, ladite conférence peine à faire entendre une même voix : à l'automne 2020, 9 des autorités représentées s'étaient prononcées contre l'utilisation de Microsoft, tandis que 8 avaient pris leurs distances avec cet avis.

Suites allemandes de l'arrêt Schrems II

Critiquée depuis longtemps pour sa supposée inaction, la commissaire irlandaise à la protection des données (DPC), Helen Dixon, fait désormais l'objet d'attaques frontales, notamment de la part de son homologue allemand, Ulrich Kelber, commissaire fédéral à la protection des données (BfDI). Ce dernier l'accuse de fausses déclarations (dans une lettre, elle assurait être le seul régulateur à avoir pris des mesures suite à l'arrêt Schrems II) et pointe son isolement au sein du Comité européen de la protection des données (EDSA). Pour rappel, l'arrêt Schrems II de la CJUE, rendu le 16 juillet 2020, déclarait nuls et non avenue les accords liés au bouclier de protection des données UE-USA. Bien que l'EDSA ait déclaré dès les 24 juillet 2020 que la décision de la CJUE devait être appliquée sans délai, l'avocat autrichien Max Schrems disait craindre, lors d'une audition devant la commission LIBE du Parlement européen le 3 septembre, que la DPC n'applique pas la décision avant 2 ans.

Déclinaison du premier volet opérationnel du Zukunftfonds

Jusqu'à là encore à l'état de simple accord politique pour investir 10 Mds € dans les startups au cours des 10 prochaines années, le Zukunftfonds a vu son premier volet, le fonds Deeptech, être officiellement lancé. Celui-ci serait un fonds entièrement public doté d'1 Md d'euros. Le fonds ciblerait en particulier des investissements dans des sauts technologiques (lanceurs spatiaux, drones, taxis volants, hyperloop, biotechnologies, etc.) qui ont pour point commun d'avoir des cycles d'investissements longs, souvent de plus de 10 ans. L'investissement du fonds Deeptech dans une participation serait toutefois conditionné à l'apport d'un investissement similaire par des investisseurs privés comme les family offices. Les autres volets du Zukunftfonds seront progressivement détaillés ces prochains mois et années. Devraient en particulier être évoqués, au 2nd trimestre 2021, le renforcement de KfW Capital dont l'activité de fonds de fonds devrait être doublée (de 200M€ à 400M€ annuels) et du FEI qui se verrait confier par l'Allemagne 3,5 Mds € pour des investissements fonds de fonds.

La bataille judiciaire entre Facebook et l'office des cartels devra être tranchée par la CJUE

En 2019, l'office des cartels (*Bundeskartellamt*) avait imposé des restrictions au groupe Facebook pour l'empêcher de partager des données entre Facebook, Instagram et Whats – et des applications tierces – en arguant qu'un tel partage entre ses propres plateformes et services relevait d'un abus de pouvoir. A l'époque, le président de l'Office fédéral des cartels parlait de « découplage interne » (*internal unbundling*). Mais le Tribunal régional supérieur de Düsseldorf avait dans un premier temps annulé la décision du *Bundeskartellamt* en estimant qu'il n'y avait pas abus de position dominante. Un jugement en appel de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe avait suivi et donné raison à l'Office des cartels. Mais, le 24 mars, le Tribunal de Düsseldorf a renvoyé la question devant la CJUE pour interprétation du droit européen, estimant que « la question de savoir si Facebook abuse de sa position [...] parce qu'il collecte et utilise les données de ses utilisateurs en violation du RGPD, ne peut pas être tranchée sans se référer à la CJUE ».

La consommation de données sur Internet fait un bond

Le volume des données consommées sur Internet en Allemagne n'a cessé de grimper en flèche. En 2020, il était estimé à 76 milliards de gigaoctets (Go), soit 16 milliards de plus qu'en 2019, selon l'Agence fédérale des réseaux

(Bundesnetzagentur). Ces chiffres ne couvrent que les connexions depuis des réseaux fixes, donc les connexions à la maison ou au bureau par exemple. Chaque connexion au réseau (box,...) consomme donc en moyenne 175 Go par mois (contre 142 Go en 2019). La hausse de la consommation de données (+27%) entre 2020 et 2019 n'est toutefois pas un fait exceptionnel puisque la précédente hausse annuelle était de 30% et, en 2015, la consommation de données n'excédait pas un quart de la consommation actuelle. Plusieurs facteurs expliquent cette hausse : les films et vidéos sont regardés dans des formats de meilleure qualité (HD au lieu de SD ou Ultra-HD au lieu de HD), les jeux vidéo en ligne nécessitent de plus en plus de bande passante et, de manière générale, les gens utilisent plus internet au fil des années. Pour les smartphones et tablettes portables équipées d'une carte SIM, la consommation de données en mobilité a augmenté encore plus drastiquement : de 2,76 Mds de Go en 2019, elle est passée à 3,97 Mds de Go en 2020, soit une hausse de 44% (contre une hausse de 38% entre 2018 et 2019).

Facebook prend les devants et souhaite s'associer avec les éditeurs allemands pour sa plateforme d'actualités

Le 2 mars, le groupe américain Facebook annoncé son souhait de coopérer avec les éditeurs médias allemands. Il s'agit, pour la plateforme, de proposer une rémunération du contenu journalistique disponible sur son nouveau service « Facebook News ». La société n'a pas mentionné les montants en jeu et a déclaré que ceux-ci feraient l'objet « d'accords individuels ». La fédération allemande de l'édition a salué le principe de cette annonce, tout en mettant en garde contre tout risque de dépendance accrue des maisons d'édition à ce nouveau canal d'informations. Il s'agit, pour le groupe américain, d'éviter le renouvellement d'un scénario tel que celui observé en Australie, où Facebook et les autorités locales avaient engagé un bras de fer portant sur la rémunération des contenus journalistiques de « Facebook News. »

L'application Snapchat prend le contrôle d'une start up berlinoise

Le 17 mars, l'application Snapchat a annoncé l'acquisition de Fit Analytics, une start up berlinoise spécialisée dans les technologies d'essayage de vêtements en ligne. Cette dernière coopère avec des marques comme Calvin Klein ou North Face et emploie une centaine de personnes. Elle continuera à opérer comme société indépendante et coopérera avec sa maison mère pour accroître l'offre en ligne de la plateforme Snapchat en termes de réalité augmentée, et permettre l'essayage en ligne d'articles de mode.

Deutsche Telekom poursuit l'extension de son réseau 5G

Le 25 mars, le groupe Deutsche Telekom a annoncé disposer d'un réseau 5G permettant de couvrir 66 M de personnes, correspondant à 80 % des foyers. L'opérateur estime tenir ses objectifs et d'être en mesure de couvrir 90 % de la population d'ici la fin 2021. Son concurrent le plus avancé, Vodafone, couvre actuellement 20 M de personnes.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtesor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Fabien BAUDELET, Leo HOERTER, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Laurence PAUC, Guillaume PRIGENT, Antoine REBAUDIERES

Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019